

FIRST AFRIQUE

HEBDO N°0460 du 03 au 09 Juin 2024

Magazine

PROJET PIPELINE

FIRST AFRIQUE, Le vrai visage de l'information. Siret: 52824976600023 CMA -LILLE / FRANCE



**LE GOUVERNEMENT
BENINOIS, TOUJOURS
BIENVEILLANT A L'EGARD DU NIGER**

CRISE BENIN-NIGER

**LE PLAIDOYER
DU PRESIDENT DE LA
CONEB A L'ENDROIT
DU PRESIDENT TIANI**



ALBIN
FELIHO

LE PLAIDOYER DU PRESIDENT DE LA CONEB A L'ENDROIT DU PRESIDENT TIANI



ALBIN FELIHO

Président Confédération Nationale des Employeurs du Bénin

Monsieur le Président,

Je vous fais tenir ce message animé par un profond désir de paix et de fraternité entre nos deux nations. Les liens historiques, culturels et économiques qui unissent le Bénin et le Niger sont solides et précieux. Ils ont forgé des relations de voisinage et de coopération qui ont toujours été bénéfiques pour nos peuples respectifs.

Cependant, il est indéniable que nous traversons actuellement une période de tension qui menace ces relations. En tant que président du Patronat béninois, représentant des forces vives économiques de mon pays, je voudrais exprimer mon inquiétude mais aussi mon espoir en l'avenir.

LE PLAIDOYER DU PRESIDENT DE LA CONEB A L'ENDROIT DU PRESIDENT TIANI

Monsieur le Président,

Nous avons le devoir de préserver la paix et de promouvoir le dialogue entre nos deux nations. Les conflits, qu'ils soient politiques, économiques ou territoriaux, ne peuvent trouver de solutions durables que par la voie de la négociation et de la compréhension mutuelle. C'est pourquoi je plaide aujourd'hui pour un retour à la table des discussions, dans un esprit de respect et de coopération.

Nos économies sont interconnectées et interdépendantes. Le développement de nos pays respectifs repose sur notre capacité à travailler ensemble, à échanger, à innover de concert. Nos entrepreneurs, nos travailleurs et nos populations aspirent à un avenir serein et prospère, loin des dissensions et des conflits.

Monsieur le Président,

Je vous invite à considérer les bénéfices d'un rapprochement et d'une collaboration renouvelée. La paix est non seulement un gage de stabilité pour nos nations, mais aussi une condition sine qua non pour le progrès économique et social. Ensemble, nous pouvons créer un environnement propice aux affaires, attirer les investissements, et améliorer les conditions de vie de nos concitoyens.

Je propose que nous mettions en place une commission mixte, composée de représentants de nos gouvernements et de nos secteurs privés, pour explorer toutes les voies possibles de résolution pacifique de nos différends. Cette commission pourrait être le cadre idéal pour trouver des solutions innovantes et mutuellement avantageuses.

Monsieur le Président,

Je suis convaincu que notre volonté commune de voir nos nations prospérer nous guidera vers un avenir plus harmonieux. Le Bénin et le Niger ont tout à gagner en privilégiant la voie du dialogue et de la coopération. Ensemble, nous pouvons surmonter les défis actuels et bâtir un avenir de paix et de prospérité pour nos peuples.

Je vous remercie de votre attention et de votre ouverture à cette initiative de paix et de rapprochement.

**Vive le Niger,
Vive le Bénin,
Vive la coopération entre nos deux nations !**

Albin FELIHO

Président Confédération Nationale des Employeurs du Bénin

LES GRANDES AVANCÉES EXPOSÉES AUX POPULATIONS D'ALLADA



Dans le cadre de la tournée gouvernementale de reddition de compte, une forte délégation des membres du gouvernement, conduite par le ministre d'État chargé du développement et de la coordination de l'action gouvernementale, Abdoulaye BIO TCHANÉ, était au contact des populations d'Allada dans le département de l'Atlantique, samedi 25 mai 2024.

C'est l'école urbaine Centre d'Allada qui a abrité la cérémonie de reddition de compte

marquant le début de la tournée gouvernementale dans le département de l'Atlantique. Après huit ans de gestion du pouvoir, les membres du gouvernement de Patrice TALON sont allés à la rencontre des populations à la base pour leur présenter le bilan des différentes actions menées dans le pays depuis 2016, recueillir leurs avis et préoccupations sur ce qui a été fait et ce qui reste à faire en ce qui concerne le Programme d'Action du Gouvernement (PAG). Ainsi, pendant cette première étape de cette tournée gouverne-

mentale dans le département de l'Atlantique, il a été exposé aux populations d'Allada les réalisations du régime de la rupture, notamment aux profits des habitants de cette localité. Ainsi, les avancées dans le secteur de la santé, de l'agriculture, du cadre de vie et des transports, de la sécurité, de l'emploi des jeunes, des initiatives en faveur des femmes et des personnes en situation de handicap ont été exposées aux populations.

Prenant la parole, le ministre d'État Abdoulaye BIO TCHANÉ a fait savoir

que la zone industrielle de Glo-djigbé GDIZ représente une opportunité de travail aux jeunes d'Allada. Il a précisé que dans le cadre de la construction de 20.000 logements, environ 200 sont déjà en construction dans la commune d'Allada.

« Le président Patrice TALON a prouvé que lorsque nous concevons des programmes, nous les réalisons, » a-t-il déclaré. Il n'a pas également manqué de rappeler que sur les 111 écoles primaires d'Allada, 88 environ bénéficient des cantines scolaires.

LES GRANDES AVANCÉES EXPOSÉES AUX POPULATIONS D'ALLADA

Selon le secrétaire Général de la Présidence, Pascal Iréné KOUPAKI, l'accès à l'eau et à l'énergie électrique dans la commune d'Allada est facile. Les pistes sont renouvelées. L'accès aux soins de santé est une réalité. Un grand nombre d'infrastructures ont y été implantées pour amorcer une transformation digne de ce nom.

Ainsi, à tour de rôle, les membres de la délégation ont pris la parole pour exposer les réalisations du Gouvernement et les actions en cours. Pour Véronique TOGNI-FODE, le président Pa-

trice TALON a travaillé et continue de travailler à soulager nombre de femmes à travers le microcrédit qui, avant l'arrivée du gouvernement de la rupture, connaissait déjà l'échec. **« Avant 2016, le microcrédit souffrait, car entre la structure et les bénéficiaires, il y avait trop d'intermédiaires, et donc de frais à payer. Les mamans n'arrivaient pas à rentabiliser et, par ricochet, à rembourser, entraînant la chute du FNM. Aujourd'hui, tout est digitalisé. Moins d'intermédiaires rendent le processus plus fluide.**

La cagnotte qui était de 8 milliards est aujourd'hui presque doublée, » a clarifié la ministre.

Dans leurs différentes interventions, les participants ont salué les efforts du gouvernement de la rupture. Néanmoins, ceux-ci ont noté quelques imperfections. Autrement dit, tant qu'il reste à faire, rien n'est fait. Dans son allocution, la vice-présidente Mariam TCHABI TALATA a rassuré les natifs de la cité des Adjahounto. Elle a compris que ce qui manquait au gouvernement de la rupture n'était

pas des réalisations, mais de la communication. Pour elle, la devise, c'était beaucoup travailler, mais communiquer moins. La vice-présidente a donc rassuré de ce que des dispositions seront prises par le gouvernement pour une bonne résolution.

Il faut préciser que le gouvernement de la rupture, à travers son PAG, a mis en place deux grands hôpitaux à Allada, le chef-lieu du département de l'Atlantique.

A.K.S./La rédaction



LE GOUVERNEMENT BENINOIS, TOUJOURS BIENVEILLANT A L'EGARD DU NIGER



Ce jeudi 30 mai 2024, le Président Patrice TALON a reçu en audience, l'ambassadeur de Chine au Bénin, M. Peng JINGTAO, et une délégation de la société chinoise WAPCO, en charge de l'exploitation du pipeline Niger-Bénin.

En marge de cette audience, le chef de l'Etat a été invité à se prononcer sur l'état actuel

des relations entre le Bénin et le Niger.

Voici, in extenso, la transcription de sa réponse.

Journaliste : **Monsieur le Président, votre ministre en charge des Mines, M. ADAMBI, est rentré de Niamey hier et a fait à la presse un point de son séjour en terre nigérienne dont il ressort, si l'on comprend bien, que**

le maintien de la fermeture des frontières par le Niger, n'est pas de nature à favoriser une mise en œuvre efficace de l'accord relatif au pipeline. Qu'en est-il exactement, et pourriez-vous nous dire dans quelles dispositions d'esprit se trouve le Bénin aujourd'hui, vis-à-vis du Niger mais aussi de la société WAPCO ?

Président Patrice TALON : La situation entre le Bénin et le Niger demeure une intrigue. Il y a environ une semaine, les autorités nigériennes nous ont saisis par écrit pour solliciter la tenue d'une réunion du comité inter étatique de suivi du pipeline pétrolier. Elles ont proposé que la réunion se tienne au Niger. Le Bénin a donné son accord et j'ai instruit le ministre en charge des

LE GOUVERNEMENT BENINOIS, TOUJOURS BIENVEILLANT A L'EGARD DU NIGER

mines de s'y rendre. Il s'y est donc rendu le lundi dernier et les trois parties, c'est-à-dire le Bénin, le Niger et la société chinoise WAPCO, se sont retrouvées à Niamey pour évoquer les voies de mise en œuvre normale du contrat de transit du pétrole nigérien par le Bénin.

Saisissant l'occasion de la mission de mon ministre à Niamey, j'ai rédigé une lettre à l'attention du Président nigérien et ai mandaté le ministre ADAMBI de la lui remettre en main propre.

En ce qui concerne la réunion du comité inter-étatique, le Bénin, par la voix de son ministre, le ministre ADAMBI, a réitéré la disponibilité de l'administration béninoise, notamment la douane, à collaborer avec la douane nigérienne en vue du chargement normal et régulier du pétrole nigérien au terminal de Sèmè, pour autant que les formalités douanières de transit soient possibles. Je rappelle que les formalités douanières de transit ne sont possibles que si le passage des biens par les frontières est permis. Autrement dit, si les frontières ne sont pas ouvertes pour le passage formel du

pétrole, les formalités douanières permettant son transit par le territoire du Bénin ne sont techniquement pas possibles.

À minima, pour que ce transit soit possible, il faut que les autorités nigériennes annoncent officiellement que la fermeture de leurs frontières terrestres fait exception au pétrole. Une telle clarification serait susceptible de permettre un traitement juridique différencié du pétrole venant du Niger. À défaut de ce minimum, toute formalité douanière de transit du pétrole reste légalement impossible entre le Bénin et le Niger. Telles sont donc les clarifications que le Gouvernement béninois a chargé le Ministre ADAMBI d'apporter à nos partenaires à Niamey.

Mais selon le compte rendu qu'il m'a fait hier à son retour, il ressort que la partie nigérienne présente à ladite rencontre n'a apporté aucune réponse à nos préoccupations et attend ou attendrait de recevoir les instructions de ses plus hautes autorités. À l'heure où je vous parle, je n'ai reçu aucune clarification ou information de nos frères nigériens allant dans le sens atten-

du par tous.

Mieux, le Président TCHIANI n'a pas reçu le Ministre ADAMBI que j'ai pourtant expressément chargé de lui remettre ma lettre d'apaisement et d'inviter au rétablissement de la fraternité et de la libre circulation des personnes et des biens entre le Niger et le Bénin. Mais, je peux vous assurer que le Bénin n'a fait l'économie d'aucun effort, d'aucune humilité, pour permettre le rétablissement de la concorde entre le Niger et Bénin.

De manière plus concrète et s'agissant des deux points qui ont été évoqués à Niamey, en l'occurrence, les équipements complémentaires du pipeline amenés par le partenaire chinois et en attente au Port de Cotonou pour être acheminés au Niger, je veux réaffirmer que le Bénin reste disponible à accorder toutes les facilités possibles à la société WAPCO pour l'acheminement effectif desdits équipements sur le Niger.

Quant au chargement du pétrole au terminal de Sèmè, je suis particulièrement peiné d'observer les déconvenues que subit le partenaire chinois du fait de l'impossibilité d'opérer le

chargement du pétrole en raison du défaut des formalités douanières.

Je fais le tour du monde pour prier les uns et les autres de venir investir en Afrique, au Bénin, parce que pour nous, c'est la principale voie de nous développer et me voilà témoin de ce qui fait la réticence des investisseurs et qui pénalise l'attractivité de notre continent. Mais je garde l'espoir que l'apaisement des relations entre le Niger et le Bénin ne saurait tarder davantage parce qu'il n'y a aucune raison qui justifie la méfiance et l'attitude de nos frères du Niger.

Le temps de la protestation et des sanctions en raison du coup d'Etat qui a lieu au Niger est passé ; ce temps est passé pour tout le monde et il n'y a plus rien qui justifierait aujourd'hui que les autorités béninoises ne soient pas dans la bienveillance à l'égard des autorités nigériennes actuelles. Mais en attendant, nous chercherons les voies et moyens pour aider la société chinoise WAPCO afin de limiter ses souffrances et préserver son intérêt pour l'Afrique. Voilà ce que j'ai à vous dire sur la situation.

Merci.

LE PRESIDENT SENEGALAIS BASSIROU DIOMAYE FAYE, AU MALI ET AU BURKINA-FASO



Bassirou Diomaye Faye, nouveau président sénégalais élu fin mars, s'est rendu jeudi dernier au Mali et au Burkina Faso. Il s'agit de sa première visite dans des pays de l'Alliance des Etats du Sahel (AES). Trois pays qui, ont récemment tourné le dos à l'organisation ouest-africaine Cedeao.

Selon une source au sein de la présidence malienne, le président sénégalais est arrivé en fin de matinée à Bamako. Bassirou Diomaye Faye doit s'entretenir avec le chef de la junte le colonel Assimi Goïta. Dans un communiqué

rendu public mercredi, la présidence sénégalaise précise que **«Ces visites s'inscrivent dans une dynamique de renforcement des liens historiques de bon voisinage, d'amitié fraternelle, de solidarité et de coopération multiforme»**.

Depuis son investiture début avril, le chef de l'État sénégalais vient de faire jeudi sa 10e visite de pays africains. «une option qui en dit long sur la place de choix qu'occupent le renforcement du panafricanisme et la redynamisation de l'intégration sous régionale dans ses priorités diplomatiques», mentionne un autre communiqué

du gouvernement.

Jeudi dernier, son déplacement reste sa première visite au sein de l'AES, une alliance qui, regroupe le Mali, le Burkina Faso et le Niger, trois pays gouvernés par des régimes militaires arrivés au pouvoir par des coups d'État. Il faut rappeler que ces trois pays qui, en janvier ont tourné le dos à la France, ex-puissance coloniale, avaient annoncé leur retrait de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Bassirou Diomaye Faye, 44 ans, a été élu en promettant la rupture avec l'ancien système. Il a dit vouloir faire revenir

au sein de la Cedeao ces trois pays. La semaine dernière, lors d'une visite à Accra, le président ghanéen Nana Akufo-Addo lui a demandé de jouer un rôle dans la résolution de la crise entre l'AES et l'organisation régionale. Au Mali comme au Burkina-faso, c'est donc une occasion pour le Président Diomaye Faye de faire un plaidoyer pour un dialogue entre les pays de l'AES et la CEDEAO. Samedi, il a aussi rencontré le général Mamadi Doumbouya qui, a pris le pouvoir en septembre 2021 par un coup d'État, en Guinée.

Jeannot. Z/La rédaction

1A

Le travail en équipe favorise le développement des compétences de chaque collaborateur et stimule l'engagement et l'implication des uns et des autres !!!



1A

F1RST AFRIQUE

Nous croyons fermement que les images et les sons traduisent convenablement vos ressentis, vos messages et surtout peuvent transcender les mots et créer une expérience unique pour le spectateur.



UN ADOLESCENT NOIR DE 16 ANS, EXÉCUTÉ POUR MEURTRE EN 1931, INNOCENTÉ 91 ANS APRÈS



« Nous ne pouvons pas réécrire l'Histoire, mais nous devons saisir l'opportunité », a déclaré un procureur de Pennsylvanie. La justice a rendu un non-lieu au bénéfice d'Alexandre McClay Williams, 16 ans, exécuté en 1931. Il est resté le plus jeune garçon de l'histoire de cet Etat à subir la peine capitale.

C'est un « COLD CASE » qui remontait à loin. Alexander McClay Williams, avait été condamné à mort et exécuté à 16 ans pour

meurtre et 91 ans plus tard, un tribunal de Pennsylvanie, dans l'est des Etats-Unis, a reconnu cette semaine son innocence, rendant justice à cet Afro-Américain et à sa seule sœur survivante, âgée de 92 ans. **« Je suis simplement contente que cela se termine comme cela aurait dû commencer »,** a confié Susie Williams-Carter, la sœur de l'adolescent, citée par The Philadelphia Inquirer jeudi. **« Nous savions qu'il était innocent, maintenant nous voulons que tout**

le monde le sache. »
« Nous ne pouvons pas réécrire l'Histoire. (...) Mais quand la justice peut être rendue en reconnaissant publiquement une telle erreur, nous devons saisir l'opportunité », a déclaré, de son côté, le procureur du comté du Delaware, en Pennsylvanie, Jack Stollsteimer.

Le procureur s'exprimait dans un communiqué à la suite du non-lieu rendu lundi par un juge du comté, au bénéfice d'Alexandre McClay Wil-

liams, après des années de procédure.

« Cette décision est la reconnaissance que les accusations portées contre lui n'auraient jamais dû l'être », a ajouté le procureur, rappelant que l'adolescent, exécuté le 27 février 1931, est resté le plus jeune garçon de l'histoire de cet Etat à subir la peine capitale.

Une femme **« brutale-ment assassinée »**

Le 3 octobre 1930, le

UN ADOLESCENT NOIR DE 16 ANS, EXÉCUTÉ POUR MEURTRE EN 1931, INNOCENTÉ 91 ANS APRÈS



mari de Vida Robare, une responsable blanche de la Glen Mills School for Boys, un centre de détention pour jeunes délinquants, avait retrouvé le corps de sa femme, « **brutalement assassinée** » dans son chalet, dans l'enceinte de l'établissement, rappelle le bureau du procureur.

Rapidement accusé, Alexander McClay Williams, 16 ans, qui purgeait une peine dans l'établissement, avait signé trois fois des aveux au cours de cinq interrogatoires sans la présence d'un avocat ni d'un parent, « **malgré l'absence de témoins oculaires ou de preuves directes** », ajoute la même source.

Son avocat nommé ultérieurement, William Ridley, le premier Afro-Américain du barreau du comté, ne disposait d'aucune ressource pour préparer le procès et « **l'accusé a fait face à un jury entièrement blanc, qui l'a reconnu coupable en moins de quatre heures** », poursuit le bureau du procureur.

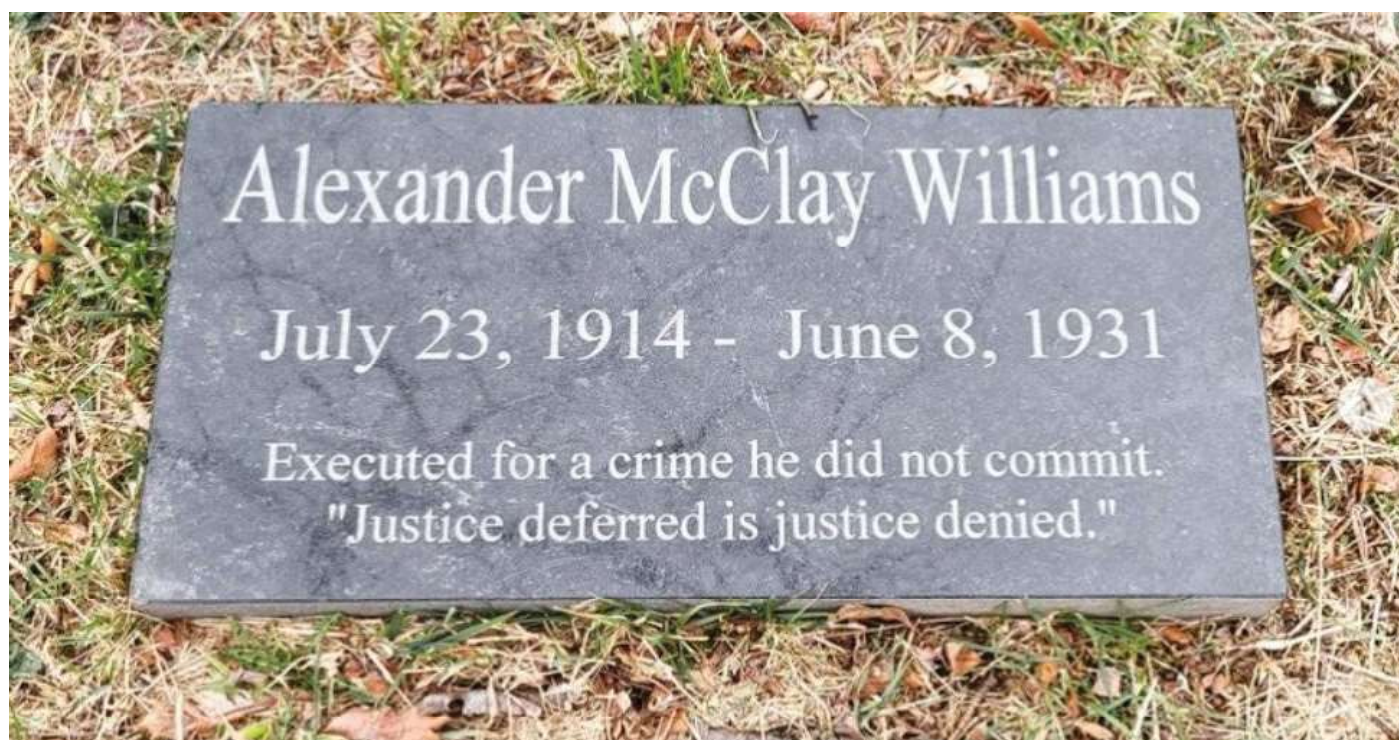
UN TRAVAIL « SANS RELÂCHE »

Jack Stollsteimer rend hommage au travail « **sans relâche, pendant des années** », de la sœur du garçon et de l'arrière-petit-fils de l'avocat pour montrer « **les incohérences**

» du dossier, comme des éléments pouvant disculper l'accusé mais pourtant ignorés.

Le procureur cite cette « **empreinte de main sanglante d'un homme adulte trouvée près de la porte de la scène du crime, photographiée par la police** » mais « **jamais mentionnée au procès** ». Ou l'existence d'un autre suspect, l'ancien mari de Vida Robare, dont elle avait obtenu le divorce « **pour extrême cruauté** ».

avec AFP



LA CANDIDATE DE GAUCHE CLAUDIA SHEINBAUM REMPORTE TRÈS LARGEMENT LA PRÉSIDENTIELLE



LA CANDIDATE DE GAUCHE CLAUDIA SHEINBAUM REMPORTE TRÈS LARGEMENT LA PRÉSIDENTIELLE

La victoire de cette scientifique de 61 ans est écrasante, selon les premiers résultats officiels annoncés par l'Institut national électoral.

Elle est la première femme présidente dans l'histoire du Mexique. La candidate de la gauche au pouvoir, Claudia Sheinbaum, a remporté la présidentielle mexicaine, selon les premiers résultats officiels annoncés par l'Institut national électoral (INE), lundi 3 juin. L'ex-maire de Mexico totalise entre 58 et 60% des voix, loin devant sa rivale de l'opposition, l'ex-sénatrice de centre-droit Xochitl Galvez, créditée de 26 à 28% des voix pour cette élection à un tour, a déclaré la présidente de l'INE Guadalupe Taddei. Le centriste Jorge Alvarez Maynez a obtenu entre 9 et 10% des voix.

«Je ne vais pas vous décevoir», a-t-elle promis dans ses premières déclarations à une chaîne de télévision après ces premiers résultats partiels. «Je veux être re-

connue comme la présidente de l'éducation, des énergies renouvelables et des femmes», avait-elle déclaré quelques jours avant son élection, dans une interview exclusive à Libération.

UN «JOUR HISTORIQUE»

Scientifique de 61 ans, Claudia Sheinbaum prendra le 1er octobre le relais de son mentor en politique, le président sortant Andres Manuel Lopez Obrador, pour un mandat de six ans jusqu'en 2030.

Elle devient la première femme présidente, dans l'histoire d'un pays qui a enregistré, en 2023, une moyenne de dix assassinats de femmes par jour, d'après les chiffres de l'ONU.

En votant à Mexico, Claudia Sheinbaum a salué un «jour historique». Elle a confié qu'elle n'avait pas voté pour elle-même à la présidentielle, mais pour une pionnière de la gauche mexicaine, Ifigenia Martinez, 93 ans, en hommage à sa lutte. «Vive la démocratie !», a conclu Claudia Sheinbaum.

Petite-fille de juifs ayant fui le nazisme et la misère en Lituanie et en Bulgarie, Claudia Sheinbaum est portée par la popularité du président sortant, qui termine son mandat avec 66% d'opinions favorables.

Les électeurs étaient également appelés à renouveler le Congrès et le Sénat, à choisir les gouverneurs dans neuf des 32 Etats et à désigner des députés locaux et maires.



Nous vous
aidons à
raconter vos
événements



FIRST AFRIQUE ^{TV}



<https://firstafriquetv.bj/>



+229 58 24 24 03

Service Commercial
+229 66 05 56 61



FIRST AFRIQUE ^{TV}



F1rst AFRIQUE

Hebdomadaire d'Analyses, d'Investigations
et de Stratégies

Global Leader
Wilfrid KINTOSSOU

Directeur de Publication
Wilfrid KINTOSSOU
Rédacteur en Chef
Jeannot Z.
Secrétaire de Rédaction
Sévérin Adéwalé G

Rédaction
Jeannot Z.
Sévérin Adéwalé O.
Wilfrid Kintossou
Audrey Kévine Segbo

Correction
Pascal HOUNKPATIN

Palette Graphique
First Afrique Prod

Editeur
FIRST AFRIQUE
N°Siret 528249766
RCS LILLE METROPOLE/France

Tél. +229 66055661 / 58242403
Email : direction@firstafriquetv.bj

www.firstafriquetv.bj

Avec First Afrique Tv,
c'est l'Afrique qui gagne et
c'est l'actualité autrement.



1A

F1RST AFRIQUE

*L'intégrité est essentielle
pour la réussite à long
terme de toute
entreprise.*

*Chez nous,
c'est une valeur
non-négociable !*



<https://firstafrique.tv/bj/>



+229 58 24 24 03

F1RST AFRIQUE